Annexe II

Version modifiée 2015

Lignes Directrices pour le Groupe de Travail Technique Méditerranéen (MTWG)

Objectif

1. L'objectif du Groupe de Travail Technique Méditerranéen (MTWG) est de fournir au niveau méditerranéen, une plate-forme entre les Parties Contractantes à la Convention sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée ("la Convention de Barcelone"), afin de contribuer à l'amélioration de la préparation à la lutte et de la lutte contre la pollution accidentelle ou intentionnelle par les navires, et de mettre en œuvre des programmes de travail biennaux qui devront être entérinés par les réunions des correspondants du Centre régional méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution marine accidentelle (REMPEC) sur la base d'un rapport de synthèse établi par le Secrétariat du MTWG à travers la consultation par correspondance avec les délégations, les organisations internationales et les entités appropriées intéressées.

2. Le MTWG est aussi un forum régional par le biais duquel les Parties contractantes peuvent contribuer aux travaux pertinents menés à l'échelle mondiale ou européenne (p. ex. la Sous-comité de l'Organisation maritime internationale (OMI) de la prévention de la pollution et de l'intervention (PPR) et le Groupe technique consultatif pour la préparation à la lutte et la lutte contre la pollution marine (CTG MPPR) de l'Agence européenne pour la sécurité maritime (AESM)).

Conditions préalables

3. Le MTWG devrait fonctionner selon les instructions des réunions des correspondants du REMPEC et rendre compte auxdites réunions. Les réunions des correspondants du REMPEC devraient choisir les tâches confiées au MTWG et établir une liste de priorités de ce Groupe et s'entendre sur un programme de travail biennal. Le MTWG traitera une ou plusieurs tâches à la fois. Dans le choix d'une tâche, les réunions des correspondants du REMPEC devraient considérer qu'il serait souhaitable que le MTWG termine le travail avant la réunion suivante des correspondants du REMPEC (c'est-à-dire, dans une période de deux ans).

4. Les réunions des correspondants du REMPEC devraient, périodiquement, examiner et passer en revue ces lignes directrices en formulant des recommandations, le cas échéant, afin de faciliter le travail du MTWG.

Participation

5. Suite à l'approbation de la réunion des correspondants du REMPEC du sujet à traiter par le MTWG, un profil de l'expertise du Groupe devrait être considéré. La participation est ouverte à toutes les Parties Contractantes à la Convention de Barcelone, aux organisations internationales et aux entités appropriées qui seront capables de fournir l'expertise nécessaire, en temps voulu ou qui sont particulièrement intéressées par le thème en question. Toute Partie Contractante, organisation internationale ou entité appropriée peut adhérer au travail du MTWG et toute contribution devrait être acceptée à toute phase de travail de ce Groupe.

6. Dans l'optique de faciliter le travail mené par le MTWG, les Parties Contractantes à la Convention de Barcelone par le biais de leur Correspondant national OPRC doivent désigner des structures et/ou responsables nationaux comme correspondants du MTWG pour chaque thème traité par le MTWG.

7. Les vues exprimées par les structures et/ou responsables nationaux nommés par leur gouvernement respectif, pendant la phase de préparation du travail mené par le MTWG, ne préjugent pas de la position de leur gouvernement respectif lors de la prise de décision finale au niveau des Parties Contractantes.

Méthode de travail

8. Le REMPEC agit en qualité de Secrétariat du MTWG et coordonne le travail du Groupe.
9. Le MTWG doit être maintenu comme un groupe de correspondance.
10. La langue de travail sera de préférence l'anglais. Les correspondances et documents seront également acceptés en français. Cependant la traduction effectuée par le Secrétariat ne concernera que les rapports de travail à présenter lors de la réunion des correspondants du REMPEC.
11. Les responsabilités du Secrétariat doivent couvrir :
 - a) la demande aux Parties Contractantes de désigner une personne/entité qui possède l'expertise correspondante pour chaque tâche traitée dans le programme de travail du MTWG ;
 - b) la préparation, l'entretien et la distribution de la liste de participants ;
 - c) l'établissement des échéances pour la préparation des projets de textes et la réception des commentaires et propositions de la part des participants ;
 - d) la préparation et la distribution des projets de textes et des commentaires ;
 - e) la préparation du rapport d'avancement sur le travail mené par le MTWG pour la réunion des correspondants du REMPEC ;
 - f) la traduction du rapport de travail du MTWG ;
 - g) la dissémination du rapport de travail, dans les deux langues, pour la réunion des correspondants du REMPEC ;
 - h) la présentation du rapport ci-dessus mentionné lors des réunions des correspondants du REMPEC pour sa considération et décision ; et
 - i) l'information des réunions des correspondants du REMPEC des développements au sein du PPR et du CTG MPPR et mettre à jour le PPR et le CTG MPPR respectivement sur les développements au sein du MTWG.
12. Les responsabilités des Parties Contractantes devraient comprendre :
 - a) la désignation des structures et/ou responsables nationaux ayant l'expertise correspondante à chaque thème traité dans le programme d'activités du MTWG ;
 - b) la participation active dans le travail du MTWG ;
 - c) le respect de l'échéance établie par le Secrétariat du Groupe ;
 - d) la distribution à d'autres membres du MTWG des copies de commentaires, propositions, etc. soumis au Secrétariat.
13. Les responsabilités des participants au MTWG devraient comprendre :
 - a) la participation active dans le travail du MTWG ;
 - b) le respect de l'échéance établie par le Secrétariat;
 - c) la distribution à d'autres membres du MTWG des copies de commentaires, propositions, etc. soumis au Secrétariat.

L'existence du MTWG

14. Les réunions des correspondants du REMPEC devraient revoir périodiquement la nécessité de l'existence du MTWG et ainsi formuler des recommandations aux Réunions des Parties Contractantes à la Convention de Barcelone